

Unité départementale de la Somme  
12, rue du Maître du Monde  
80 440 GLISY

Glisy, le 02/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SAMOG SAS (ex SCR) Le Crotoy**

Lieux-dits La Bassée, Mayocq, Entre  
le Chemin de Mayocq et celui de Rue  
80550 LE CROTOY

Références : 2022-E20082

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2022 dans l'établissement SAMOG SAS (ex SCR) Le Crotoy implanté Lieux-dits La Bassée, Mayocq, Entre le Chemin de Mayocq et celui de Rue 80550 LE CROTOY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAMOG SAS (ex SCR) Le Crotoy
- Lieux-dits La Bassée, Mayocq, Entre le Chemin de Mayocq et celui de Rue 80 550 LE CROTOY
- Code AIOT dans GUN : 0005103391
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SAMOG exploite une carrière de sable, de graviers et de galets sur le site Chemin de la Barre Mer au Crotoy.

**Le thème de visite retenu est celui des déchets inertes externes utilisés pour le remplissage.**

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| <i>Nom du point de contrôle</i>               | <i>Référence réglementaire</i>                     | <i>Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)</i> | <i>Autre information</i> |
|---|--|--|--------------------------|
| Bordereau de suivi et acceptation des déchets | Arrêté Préfectoral du 06/11/2018, article 12.3.4.2 | /  | Sans objet               |

| <i>Nom du point de contrôle</i>  | <i>Référence réglementaire</i>                     | <i>Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)</i> | <i>Autre information</i> |
|----------------------------------|--|--|--------------------------|
| Registre d'admission des déchets | Arrêté Préfectoral du 06/11/2018, article 12.3.4.3 | /  | Sans objet               |
| Plan de remblayage               | Arrêté Préfectoral du 06/11/2018, article 12.3.4.4 | /  | Sans objet               |
| Conditions de remblayage         | Arrêté Préfectoral du 06/11/2018, article 12.3.4.5 | /  | Sans objet               |
| Déchets inertes externes         | Arrêté Préfectoral du 06/11/2018, article 18.2     | /  | Sans objet               |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral sont inadaptées. L'inspection invite l'exploitant à solliciter une demande de modification de son arrêté préfectoral.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Bordereau de suivi et acceptation des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2018, article 12.3.4.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bordereau et acceptation   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"-Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande en préalable au producteur des déchets un bordereau de suivi indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET;</li><li>- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET;</li><li>- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET;</li><li>- l'origine des déchets;</li><li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement;</li><li>- la quantité de déchets concernée en tonnes.</li></ul> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 12.3.1 ci dessus.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> |
| <p><b>Constats :</b> L'inspection a demandé à l'exploitant de fournir les bons de suivi de déchets (BSD) ° 95476 et 95171. Par courriel du 14/04/2022, l'exploitant transmet les bons de livraison/pesée correspondants en précisant que la procédure d'acceptation préalable a déjà fait l'objet d'échanges avec la DREAL sur ses autres sites qui ont permis de valider les bons de pesée comme valant bordereau de suivi.</p> <p>Il précise également que les bons de livraison ne sont pas signés par les chauffeurs car la procédure de respect des gestes barrières suite à la pandémie de COVID est toujours d'actualité.</p> <p>La procédure mise en place diffère de la prescription susvisée, mais apporte des garanties équivalentes et demeure conforme à l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes. L'exploitant est invité à solliciter un aménagement de son arrêté préfectoral.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : Registre d'admission des déchets**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2018, article 12.3.4.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. celui-ci contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de réception du déchet;</li><li>- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement);</li><li>- la quantité du déchet entrant;</li><li>- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets;</li><li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement CE n°1013/2006 du 14 juin 2006;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n°2008/98/CE. Pour le remblayage par des déchets d'extraction inertes ainsi que les déchets inertes externes mentionnés dans les annexes 3 et 4 du présent arrêté, le code est R11;</li><li>- l'accusé d'acceptation des déchets prévu à l'article 12.3.4.2§3;</li><li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 12.3.4.2§2 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement;</li><li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li></ul> <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b> L'exploitant a fourni l'extrait de son registre pour les mois de janvier et février 2022, à la demande de l'inspection. Celui-ci consigne tous les déchets entrants et contient pour chaque flux de déchets entrants l'aplu part des informations, hormis l'adresse des transporteurs ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement.</p> <p>Observation: le registre est à corriger: le "numéro de BSD" correspond en fait à un bon de livraison.</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection qu'un contrôle visuel à chaque entrée de camions de déchets inertes externes est effectué, mais il n'est pas enregistré sur le registre.</p> <p>La procédure mise en place diffère de la prescription susvisée, mais apporte des garanties équivalentes et demeure conforme à l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrière. L'exploitant est invité à solliciter un aménagement de son arrêté préfectoral.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Plan de remblayage**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2018, article 12.3.4.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à jour également un plan de topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.   |
| <b>Constats :</b> Un plan topographique est disponible en version papier sur site. Les différents plans topographiques réalisés permettant de localiser les zones de remblais sont disponibles sur une base de données informatisée.<br><br>L'exploitant informe l'inspection qu'un plan topographique est réalisé à minima tous les ans. Un plan des zones modifiés est également réalisé en milieu d'année. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Conditions de remblayage**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2018, article 12.3.4.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets inertes externes  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les déchets inertes externes soumis à la procédure d'acceptation préalable feront l'objet d'une vérification par l'exploitant afin de vérifier leur conformité aux valeurs limites de l'annexe 4 tous les 10 000 m3 ou au moins une fois par chantier en cas de quantité inférieure à 10 000 m3.   |
| <b>Constats :</b> Les déchets inertes externes sont analysés par phasage de remblaiement. Les analyses sont réalisées à une fréquence plus importante que tous les 10000m3. Elles sont réalisées sur un échantillon global représentatif des déchets inertes externes sur la plateforme de stockage. L'exploitant indique qu'en cas de résultats d'analyse montrant un dépassement des valeurs limites d'émission (VLE), un échantillonnage plus précis de l'ensemble du stockage serait réalisé afin d'identifier plus précisément les déchets à évacuer.<br><br>Les analyses ne sont pas réalisées une fois par chantier. Pour autant, les pratiques de l'exploitant en terme de vérification de la conformité aux VLE sont conformes aux attendus sur ce type d'installation. L'exploitant est invité à solliciter une modification de l'arrêté préfectoral. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Déchets inertes externes**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2018, article 18.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, stockages   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Une plate-forme de 3 000 m2 maximum accueillera les déchets inertes externes qui seront entreposés sur une plate-forme temporaire pour contrôle et tests avant mise en remblais. |
| <b>Constats :</b> Une plateforme accueille les déchets inertes externes sur site avant analyses et remblaiement. L'exploitant indique qu'elle est inférieure à 3 000m3.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |